



Organisation des Nations Unies

CONFERENCE DE PRESSE DES NATIONS UNIES DU MERCREDI 2 MARS 2016

Félix Prosper Basse : *Mesdames, Mesdemoiselles et Messieurs, Membres de la presse, Auditeurs de Radio Okapi, Bonjour et bienvenue à ce rendez-vous hebdomadaire des Nations Unies.*

- **Activités des Composantes de la MONUSCO**
- **Activités de l'Equipe-pays**
- **Situation militaire**

Activités des Composantes de la MONUSCO

Information publique :

En marge de la célébration de la Journée internationale de la femme, la Division de l'Information publique de la MONUSCO, appui la 5^{ème} édition du marathon féminin organisé ce dimanche 6 mars par l'ONG « Free box initiative ».

La marche sera initiée à partir du boulevard triomphal et se poursuivra jusqu'au stade vélodrome de Kintambo. Ce marathon sera suivi d'un match de football entre les femmes de la MONUSCO et celles des médias au stade vélodrome. Vous y êtes tous conviés pour constater les prouesses des Casques bleus féminins.

Pour rappel, la Journée internationale de la femme de cette année est placée sous le thème: « La parité en 2030 : avancer plus vite vers l'égalité des sexes ! ».

Police MONUSCO :

Les travaux de construction des salles de garde à vue de l'Etat-major de la Police Nationale Congolaise de la ville de Beni, ont démarré le mardi 26 janvier 2016. D'un coût global de 33 402 dollars américains, ce projet est initié par la composante de la Police MONUSCO pour une durée de six (06) mois.

Le Commissaire supérieur principal Van Kansongo, assurant l'intérim du Commissaire provincial, a remercié la MONUSCO en général et sa Composante Police en particulier pour ce geste hautement appréciable, qui contribuera grandement au respect des droits des prévenus, en participant du coup, à la protection des civils et au renforcement de l'autorité de l'Etat.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org : tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org : tél. +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lieutenant-colonel Amouzoun Codjo Martin, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org : tél. +243 81 890 31 78 ; mobile +243 81 533 85 63

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org - tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

Durant la semaine, les équipes conjointes pour la mise en œuvre de la Stratégie Opérationnelle Intégrée de Lutte contre l'Insécurité à Beni/ Oicha ont poursuivi leurs patrouilles régulières de sécurisation. Au total, 94 appels ont été reçus sur les numéros verts. 29 interventions ont été effectuées et 10 interpellés pour diverses infractions de droit commun.

Au cours de la même semaine, les différentes Unités de Police Constituées (FPU) ont poursuivi leurs missions de protection des populations.

Ainsi, 477 patrouilles de sécurisation dont 144 conjointes avec la Police Nationale Congolaise ont été effectuées. Par ailleurs, 18 Check points et 24 escortes de hautes personnalités ont été réalisés par ces Unités.

Activités de l'Equipe-Pays

11 des 26 provinces de la République Démocratique du Congo touchées par les inondations :

Depuis le dernier trimestre de l'année dernière plusieurs territoires de la République Démocratique du Congo sont en proie à une forte pluviométrie, occasionnant des dégâts matériels et humains importants et créant de nouveaux besoins. L'espace humanitaire se réduit à la suite de la dégradation des infrastructures routières, privant des milliers de personnes dans le besoin de l'assistance nécessaire.

Ce week-end encore dans la province du Tanganyika, des pluies diluviennes ont provoqué des éboulements de terre, coupant l'axe Kilunga- Kala à 18 kilomètres de Pweto. Les activités humanitaires ainsi que tout trafic entre les deux villages sont suspendus. Plus de 64 000 personnes dans le besoin et 7 acteurs humanitaires sont affectés par cette interruption de trafic. Une mission humanitaire s'est rendue dimanche dans la zone pour une évaluation des besoins. Un plaidoyer pour des ressources additionnelles est en cours pour améliorer l'accès humanitaire.

Depuis octobre 2015, 11 des 26 provinces de la République Démocratique du Congo sont touchées par les inondations. Plus de 550 000 personnes ont été sinistrées et plus de 65 000 abris ont été endommagés ou détruits. A cela, il faut ajouter près de 5 000 hectares de cultures ravagés. Selon des prévisions météorologiques, cette situation pourrait se prolonger notamment en raison du phénomène El niño. Les besoins humanitaires à la suite de cette catastrophe sont énormes. Des réserves de nourriture des milliers des ménages sont détruites. Des infrastructures sociales – écoles, structures sanitaires, infrastructures routières – sont endommagées. Des pertes en vie humaine ont aussi été rapportées.

Les autorités congolaises, avec l'appui de la communauté humanitaire, ont déjà apporté un certain nombre de réponses notamment avec une assistance financière, des intrants médicaux et alimentaires. Mais beaucoup de besoins sont encore non couverts – sécurité alimentaire, articles ménagers essentiels, abris, nutrition, Eau, hygiène et assainissement, santé, éducation et protection.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org : tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org : tél. +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lieutenant-colonel Amouzoun Codjo Martin, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org : tél. +243 81 890 31 78 ; mobile +243 81 533 85 63

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org : tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

Journée Internationale de la Radio et Télévision en faveur de l'Enfant :

La journée Internationale de la Radio et Télévision en faveur de l'Enfant est célébrée le premier dimanche du mois de mars. Cette année, elle sera célébrée le 6 mars 2016. C'est une journée où les professionnels des médias du monde entier se mettent sur la même longueur d'onde que les enfants. Ils diffusent des émissions de qualité destinées et consacrées aux enfants. Mais, surtout, ils donnent l'occasion aux enfants de participer à la production d'émissions, de parler de leurs espoirs et de leurs ambitions et d'échanger des informations entre eux.

Dans le cadre de cette Journée internationale, des producteurs du monde entier sont invités à consacrer des émissions à la situation des enfants et à donner l'occasion aux enfants de participer à la production d'émissions. Elle permet à ces médias d'exploiter le pouvoir de la télévision et de la radio pour sensibiliser les populations aux problèmes de l'enfance.

L'UNICEF prépare cette journée spéciale avec de nombreux partenaires des médias de la radio et de la télévision à travers toute la République démocratique du Congo.

Lancement de la campagne de vulgarisation du Vade-mecum des Droits Fondamentaux et des devoirs du citoyen :

La République démocratique du Congo (RDC) est désormais dotée d'un vade-mecum actualisé des droits fondamentaux et devoirs du citoyen. Cet outil de promotion des droits et libertés de l'homme a été produit grâce à l'appui technique et financier du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et il a été lancé par le Vice-Ministre de la Justice et Droits Humains Christophe Mbose N'kodia le 26 février 2016.

Cette initiative s'inscrit dans le cadre de la mission du Ministère de la Justice et des Droits humains d'assurer le respect, la protection et la promotion des droits humains.

Le Vade-mecum actualisé prend en compte les catégories des groupes vulnérables, notamment les femmes en se référant à la loi sur les violences sexuelles, aux enfants en référence à la loi portant sur la protection de l'enfant et la mise en place des tribunaux pour enfant. Les personnes vivant avec le VIH/sida sont également mentionnées en mettant un accent sur la loi portant protection des PVV/VIH.

Des avancées enregistrées en RDC dans le cadre de la loi portant sur la criminalisation de la torture, la scission de la Cour Suprême de justice en Conseil d'Etat, Cour Constitutionnelle, Cour de Cassation ainsi que la loi portant création et fonctionnement de la Commission Nationale des Droits de l'Homme sont également documentés dans ce document de 90 pages.

Cette campagne vise à améliorer la connaissance des Congolais en matière des droits et devoirs du citoyen.

La poursuite des crimes internationaux débattue à Kisangani :

Les magistrats des juridictions civiles et militaires du Sud-Kivu et de l'Ituri vont se réunir du 8 au 9 mars 2016 à Kisangani dans la province de la Tshopo pour discuter des techniques de cartographie et de l'élaboration d'une stratégie de poursuite des cas de crimes internationaux. Ils débattront de

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lieutenant-colonel Amouzoun Codjo Martin, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org ; tél. +243 81 890 31 78 ; mobile +243 81 533 85 63

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org ; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

cette question lors d'un séminaire atelier organisé par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) sous le thème « Techniques de cartographie et d'élaboration d'une stratégie de poursuite des cas des crimes internationaux ».

La réunion permettra également de fournir des outils méthodologiques aux magistrats de ces juridictions afin de les aider à élaborer, de façon autonome, une stratégie de poursuite des affaires des crimes graves et notamment des violences sexuelles en période de conflit. Les discussions se focaliseront sur la poursuite des cas des crimes graves qui ont été enregistrés auprès des auditorats du Sud-Kivu et de l'Ituri, de janvier 2009 à octobre 2015, mais qui ne sont pas fixés ou jugés devant les tribunaux.

Ce séminaire est organisé avec le soutien financier de l'équipe d'experts de l'état de droit et des questions touchant la violence sexuelle liée aux conflits des Nations Unies, en collaboration avec le Centre international pour la justice transitionnelle (ICTJ), la section Appui à la justice et à l'administration pénitentiaire (JCS) et le Bureau conjoint des Nations Unies aux droits de l'homme (BCNUDH).

Invitée spéciale Priya Gajraj, Directeur pays du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) à l'occasion du 50e anniversaire du PNUD

Le PNUD est présent en RDC depuis l'indépendance de la RDC intervenue en 1960, mais le premier accord d'intervention avec le PNUD a été signé en 1976.

De manière traditionnelle le PNUD appuie le Gouvernement de la RDC sur la voie d'un développement multidimensionnel, à cet effet il assure un rôle d'assistance et de conseil stratégique notamment dans les domaines : du renforcement de la démocratie et de la paix ; la réduction de la pauvreté et des inégalités ; la protection de l'environnement ; et la résilience et stabilisation.

Depuis la fin de la crise politico-sécuritaire qu'a connue le pays dans les années 90 et 2000, le PNUD a su adapter son appui pour répondre contextuellement aux besoins en matière de stabilisation du pays. Actuellement, ses interventions sont de plus en plus recentrées sur les thématiques de relèvement, de la relance du processus de développement durable et de la promotion des droits humains.

Pour la période 2013-2017, ses trois axes d'intervention sont : la consolidation de la paix et le renforcement de la démocratie; la planification du développement et la croissance inclusive; et le changement climatique et la gestion des ressources naturelles.

La promotion du Genre est une thématique transversale qui est systématiquement prise en compte dans les trois axes cités ci-haut.

Les grandes réalisations du PNUD en RDC :

La mise en œuvre du **Programme de Désarmement et Réinsertion Communautaire** adopté par le gouvernement en janvier 2004 : Suite à l'accord de cessez-le-feu de 1999 et à la signature des accords de paix avec le Rwanda et l'Ouganda en 2002, le processus de désarmement, démobilisation et réintégration des ex-

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org : tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org : tél. +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lieutenant-colonel Amouzoun Codjo Martin, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org : tél. +243 81 890 31 78 ; mobile +243 81 533 85 63

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org - tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

combattants était considérée au départ presque exclusivement dans le cadre du retour des combattants étrangers. C'est grâce au PNUD que 150 000 ex-combattants congolais dont plus de 20 000 mineurs ont été encadrés dans des sites de transit puis réinsérés dans leurs communautés locales pour un coût global de 52,2 millions USD.

En 2007, un des plus grands succès du PNUD-RDC a été la validation du PNUD comme **chef de file des Partenaires Techniques et Financiers dans le domaine de la Gouvernance Politique et Administrative**. A ce titre, le PNUD a aidé à organiser le tout premier Forum National sur la Décentralisation qui a eu le mérite de dégager une vision commune quant aux modalités pratiques de la mise en œuvre de la décentralisation, de valider les principales conclusions et recommandations relatives aux nouvelles compétences des Entités Territoriales Décentralisées (ETD) et de proposer des options réalistes concernant les mécanismes de financement du développement provincial et local.

Soutien à l'organisation des élections 2006 et 2011 avec l'appui de DFID : le vrai défi que la communauté internationale a relevé au Congo au travers du PNUD et de la MONUC aura été l'organisation d'élections libres, transparentes et démocratiques pour un coût de près de 500 millions de dollars pour le processus électoral de 2016 et plus de 400 millions de dollars américains pour celui de 2011 dans un pays qui a la taille de l'Europe occidentale.

C'est le processus électoral le plus complexe jamais appuyé par les Nations Unies avec le soutien des bailleurs suivants : Royaume Uni, Union européenne, Belgique, France, Suède, Norvège, Allemagne, Pays-Bas et RDC)

La mise en œuvre du **Programme Gouvernance** avec l'appui de DFID : En février 2008, le PNUD et le Gouvernement congolais ont signé le Programme de Gouvernance 2008-2012 pour la RDC dont le budget se chiffre à 390 millions de dollars américains et qui a bénéficié du soutien de plusieurs partenaires techniques et financiers dont DFID avec un montant d'environ 120 millions de dollars américains. Ce programme avait cinq volets à savoir Gouvernance Politique, Gouvernance Administrative, Gouvernance Economique, Gouvernance Locale, Gouvernance Judiciaire et Sécuritaire. Plusieurs résultats sont à l'actif de ce programme :

- Au Parlement, le temps moyen d'examen des lois est passé de 8 semaines à 1 semaine depuis 2012.
- La couverture nationale en magistrats a été améliorée passant d'un magistrat pour 38 500 habitants à un magistrat pour 17 500 habitants.
- Le nombre de personnes en détention provisoire a diminué de 40 % dans certaines prisons. Des détentions préventives anormalement longues et irrégulières infligées aux prévenus ont été constatées.
- L'autorité de l'Etat s'installe progressivement dans les provinces de l'est de la RDC, 70 % de cas de violences sexuelles recensées en 2013 ont été portés devant les tribunaux du Nord-Kivu et Ituri. Plus de 35 % ont fait l'objet d'un jugement.
- 12 000 militaires, certains avec femmes et enfants, ont été logés dans six casernes au Sud-Kivu et dans l'Ituri.
- Formation de plus de 10 000 policiers dans le cadre du renforcement des capacités de la Police Nationale Congolaise (PNC).

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lieutenant-colonel Amouzoun Codjo Martin, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org ; tél. +243 81 890 31 78 ; mobile +243 81 533 85 63

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org ; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

Dans le cadre de la **planification**, le PNUD a appuyé le pays dans l'élaboration des politiques et stratégies de lutte contre la pauvreté à travers l'élaboration des outils tels que les Rapports nationaux sur le développement humain, 2008, 2010, 2014, les rapports sur l'atteinte des OMD, les DSCR, l'Atlas des énergies renouvelables, l'Annuaire statique, etc.

Sur le plan du **développement socio-économique**, les appuis du PNUD ont contribué de manière significative à l'accroissement de la performance économique du pays : en effet, la RDC est dans le top 10 des pays réformateurs sur 189 et dispose des codes des investissements et minier les plus attractifs, ce qui permet d'expliquer la croissance économique de la RDC (8,5 % en 2013, 8,9 % en 2014, 8,4 % en 2015). Pour la première fois depuis plus de dix ans, le pays a quitté en 2015 le dernier rang du classement mondial IDH, passant de la 186^e à la 176^e place. Il affiche également la 6^e des meilleures performances en matière d'autonomisation économique des femmes en Afrique.

Le Programme « Tupinge Ubakaji » lancé depuis 2013 est un programme de **lutte contre l'impunité**, d'appui aux victimes de violences basées sur le genre, et d'autonomisation des femmes à l'est de la RDC réalisé avec l'UNFPA, l'UNESCO et le Bureau des droits de l'homme. En 2015, le programme a réalisé des résultats encourageants qui ont contribué à la réduction de 40 % du taux des violences sexuelles changeant ainsi le visage du pays réputé jadis capitale mondiale du viol. (Bailleur de fonds : le Canada)

Le **Pooled Fund** : Avec plus de 900 projets exécutés par les ONG depuis 2006 pour un coût total de 343 300 000 USD en 2012, le Pooled fund est devenue la principale source de financement des projets humanitaires. Depuis 2006 le PNUD gère le Pooled Fund.

Le Gouvernement de la RDC a adhéré à l'**Initiative pour la Forêt de l'Afrique Centrale** (CAFI) le 29 septembre 2015 en marge de l'Assemblée générale des Nations Unies à NYC. Depuis lors, avec l'appui du PNUD, le Gouvernement de la RDC a démontré clairement son leadership dans sa capacité à formuler des politiques et mesures ambitieuses pour atténuer l'impact de son développement futur sur la réduction du couvert forestier à travers la formulation d'une stratégie nationale REDD+. Son leadership est reconnu par les partenaires de CAFI.

La RDC est donc aujourd'hui le seul pays d'Afrique centrale à négocier une lettre d'intention avec CAFI qui va permettre de concrétiser ce partenariat avec une contribution de 200 millions de dollars USD sur cinq ans. Ce financement, qui contribuera à la mise en œuvre du Plan National d'Investissements REDD+ du pays, appuiera quelques provinces cibles afin de mettre en œuvre des politiques et mesures d'utilisation durable des terres et appuyer les communautés locales afin qu'elles puissent accroître leurs revenus tout en gérant de façon durable leurs ressources naturelles. Le gouvernement souhaite signer cette lettre d'intention à la fin du premier semestre 2016 afin que les premiers programmes soient approuvés et que la mise en œuvre débute sur le terrain avant la fin 2016.

Perspective :

L'impératif de rendre la croissance économique retrouvée de plus en plus inclusive, de mise œuvre réussie du nouvel agenda international de développement post-2015 (Objectifs de développement durable – ODD-)

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lieutenant-colonel Amouzoun Codjo Martin, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org ; tél. +243 81 890 31 78 ; mobile +243 81 533 85 63

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org ; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

adopté lors de la 70^e Assemblée générale de l'ONU et de mise en œuvre de l'Accord de Paris sur le Changement Climatique nécessitent une stratégie de transformation politique, et socioéconomique de long terme et une coordination stratégique des actions de tous les partenaires nationaux et internationaux au développement du pays. Les futures actions du Bureau pays du PNUD s'inscriront dans cette philosophie. En droite ligne avec le cadre global d'appui du Système des Nations Unies à l'Intégration, l'accélération et le soutien aux politiques (MAPS) défini par le groupe de développement des Nations Unies, ces actions s'articuleront autour de l'appui à :

- L'ancrage des ODD aux niveaux national et local en les intégrant dans les plans de développement national, provincial et local, y compris dans les processus de budgétisation y afférents ;
- La canalisation des ressources nationales, y compris celles du Bureau PNUD, vers les domaines prioritaires en accordant une attention particulière aux synergies et compromis avec tous les autres secteurs, les goulets d'étranglement, le financement, les partenariats et la mesurabilité ;
- L'assurance que les compétences et l'expertise de développement du PNUD sont mises à disposition dans un délai raisonnable et au meilleur coût possible ;
- La mise en place d'un dispositif et instruments de suivi-évaluation adaptés au pays qui permettent de renseigner sur les progrès et de garantir la redevabilité pour l'atteinte des ODD et l'émergence du pays à l'horizon 2030.

Situation militaire

(Par le Lieutenant-colonel AMOUZOUN CODJO MARTIN, Porte-parole militaire)

Les rapports liés à la situation sécuritaire **dans la ville province de Kinshasa et dans les autres provinces situées dans la partie occidentale de la République Démocratique du Congo**, n'ont fait état, pendant la période sous examen, d'aucun incident majeur susceptible de perturber de manière significative la quiétude dans cette partie du pays.

Dans les provinces de Haut et de Bas-Uélé, les Forces onusienne et congolaise poursuivent sans répit les activités militaires, en vue de mettre un terme à la recrudescence de l'activisme des éléments résiduels de l'Armée de Résistance du Seigneur (LRA) contre l'armée congolaise et les populations civiles, rapporté principalement dans les localités situées dans la province de Bas-Uélé.

Dans la province de Bas-Uélé, en effet, les rapports concordants ont fait état le 14 février 2016, de l'embuscade tendue par des éléments de la LRA contre les troupes des Forces Armées de la République Démocratique du Congo (FARDC) dans la région de Samungu, située à 180 kilomètres au Nord-est d'Ango.

Le 16 février 2016, des présumés éléments de la LRA ont kidnappé quatre (04) individus dans la localité de Mangbangu, située à 150 kilomètres au Nord-ouest d'Ango.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lieutenant-colonel Amouzoun Codjo Martin, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org ; tél. +243 81 890 31 78 ; mobile +243 81 533 85 63

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org ; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

Le 20 février 2016, des présumés éléments de la LRA ont attaqué la localité de Sukadi, située à 65 kilomètres à l'Est d'Ango, kidnappé dix (10) individus et pillé des biens de valeur.

Le 22 février 2016, seize (16) éléments supposés appartenir à la LRA ont fait incursion dans la localité de Zangapay, située à 240 kilomètres au Nord d'Ango, et kidnappé sept (07) individus.

L'armée congolaise et la Force de la MONUSCO, demeurent engagées dans les activités militaires visant la neutralisation de ces éléments résiduels de la LRA.

En Ituri, les Forces onusienne et congolaise maintiennent leur pression militaire sur les éléments du Front de Résistance Patriotique de l'Ituri (FRPI), dans le but de contrer leurs activités négatives perpétrées contre les populations civiles implantées dans les localités situées au Sud du territoire d'Irumu.

Le 14 février 2016, des éléments du FRPI ayant pillé et incendié une maison dans la localité de Kaguma, située à 5 kilomètres au Nord d'Aveba, ont été engagés et repoussés par des troupes d'intervention rapide des FARDC, projetées promptement dans cette région.

Par ailleurs, le bilan de l'opération militaire menée avec succès par l'armée congolaise, avec le soutien des troupes de la Force de la MONUSCO, du 12 au 16 février 2016, contre les bastions des éléments du FRPI situés dans la région de la colline d'Alimo, à approximativement 2 kilomètres au Nord-est de Kapalay, fait état de trois (03) insurgés tués, neuf (09) autres capturés et deux (02) armes AK-47 récupérées.

Les 17 et 20 février 2016, des troupes d'intervention rapide basées au poste opérationnel de la Force de la MONUSCO d'Aveba, déployées rapidement dans les localités d'Anyaga et de Ngongibe (4 kilomètres au Sud d'Aveba), ont contré les activités négatives initiées par des miliciens dans la zone, et repoussé ces derniers.

De plus, une autre opération dénommée « **Arrow** » (**Flèche**), lancée le 17 février 2016 par l'armée congolaise, avec l'appui de la MONUSCO, en vue de détruire des camps du FRPI dans des localités situées dans le territoire d'Irumu, s'est soldée par un succès le 21 février 2016.

Le 22 février 2016, un déploiement rapide des troupes des FARDC dans la localité de Soke, a mis fin au pillage de six (06) maisons par des éléments supposés appartenir au FRPI.

Le 23 février 2016, des éléments du FRPI engagés dans le pillage du bétail, de panneaux solaires et d'autres biens de valeur appartenant aux populations civiles de la localité de Kamatsi, située à 7 kilomètres au Nord-est de Bukiringi, ont été repoussés par une patrouille motorisée des Casques bleus de la Force de la MONUSCO, déployée rapidement dans la région.

Le 24 février 2016, des éléments supposés appartenir au FRPI ont violé et tué une (01) femme dans la région située près de la localité de Tongbe, à 5 kilomètres au Nord-est d'Aveba.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lieutenant-colonel Amouzoun Codjo Martin, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org ; tél. +243 81 890 31 78 ; mobile +243 81 533 85 63

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

Sitôt informées, des patrouilles motorisées robustes de la Force de la MONUSCO ont été projetées dans la région concernée, dans le but de traquer les assaillants, de dominer le terrain et de dissuader d'autres exactions contre les populations civiles.

Les 27 et 28 février 2016, des présumés éléments du FRPI ont attaqué les localités de Mbasia et Apinzi 3, situées respectivement à 3 et 15 kilomètres à l'Ouest de Gety et de Komanda, pillé des biens de valeur et kidnappé trois (03) femmes.

La situation sécuritaire dans les localités situées dans le territoire de Mambasa demeure préoccupante, du fait de l'activisme des éléments appartenant au groupe Mayi-Mayi dans cette région.

En effet, le 19 février 2016, des éléments du groupe Mayi-Mayi faction "Manu", ont attaqué les positions des gardes-forestiers, situées au village Epulu Penge, à 135 kilomètres à l'Ouest de Mambasa-centre.

Huit (08) gardes-forestiers sur les quinze (15) présents, ont été portés disparus à l'issue de cette attaque.

Les troupes des FARDC et celles de la Force de la MONUSCO déployées dans la région, demeurent en alerte maximale et surveillent étroitement la situation sur le terrain, dans le but de mettre définitivement un terme à l'activisme des groupes armés dans cette zone.

Au Nord-Kivu, le climat sécuritaire dans le territoire de Beni, a été marqué par des attaques menées par des éléments de l'Alliance des Forces Démocratiques (ADF) contre les populations civiles et des unités de l'armée congolaise, mais également, par la poursuite de la lutte contre l'activisme des groupes armés et les tensions interethniques dans les localités situées au Sud du territoire de Lubero.

Dans le territoire de Beni, les éléments de l'ADF ont poursuivi pendant la période sous examen, des exactions contre les populations civiles et des unités de l'armée congolaise.

Le 17 février 2016, un (01) habitant de la localité de Mutsora a été retrouvé dans un état critique par la population locale, après avoir été fortement torturé par des éléments armés supposés appartenir à l'ADF.

Des troupes d'intervention rapide des FARDC ont été déployées dans la région, dans le but de traquer ces assaillants.

Le même jour, un (01) homme en provenance des champs, a été kidnappé par cinq (05) éléments armés dans la commune rurale de Mangina, située à 30 kilomètres à l'Ouest de Beni-centre.

Dans le but de neutraliser les bastions de l'ADF et d'assurer efficacement la protection des populations civiles, la Force de la MONUSCO, en appui aux opérations des FARDC, a mené des activités militaires, au cours desquelles des positions de ce groupe armé ont été ciblées.

En effet, le 18 février 2016, quatre (04) hélicoptères d'attaque de la Force de la MONUSCO, ont engagé des positions de l'ADF dans le territoire de Beni.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 88 73

Lieutenant-colonel Amouzoun Codjo Martin, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org ; tél. +243 81 890 31 78 ; mobile +243 81 533 85 63

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org ; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

Les 21 et 22 février 2016, des éléments réfractaires de l'ADF ont attaqué des positions des FARDC situées à Jéricho (10 kilomètres à l'Est de Mayimoya), et tendu une embuscade aux troupes de l'armée congolaise à Makembi.

Les FARDC ont repoussé l'attaque, et tué deux (02) assaillants.

Du 21 au 24 février 2016, des éléments de l'ADF ont tendu des embuscades aux patrouilles de l'armée congolaise déployées sur l'axe Jéricho-Makembi (5 kilomètres au Sud-est d'Eringeti), et bloqué la route de réapprovisionnement du camp des FARDC situé à Jéricho.

Le 25 février 2016, des hélicoptères de la MONUSCO ont déployé dans la région de Jéricho des Casques bleus des Forces Spéciales Tanzaniennes de la Brigade d'Intervention de la Force de la MONUSCO, et procédé à l'évacuation médicale de neuf (09) militaires congolais blessés.

Trois (03) corps appartenant aux éléments de l'ADF ont été découverts, au cours d'opérations de ratissage menées par des troupes des Casques bleus Tanzaniens et celles des FARDC dans la zone.

Le 28 février 2016, des présumés éléments de l'ADF ont tiré et blessé deux (02) individus en déplacement sur une motocyclette dans la région de Linzo, située à 38 kilomètres au Nord-est de Beni.

Le 29 février 2016, seize (16) éléments de l'ADF ont attaqué la localité de Mambabio-Ntombi, située à 7 kilomètres au Nord-ouest de Mayimoya, tué quatorze (14) individus et blessé six (06) autres.

Les assaillants ont également pillé du bétail et le centre de santé. Ils ont kidnappé quatre (04) individus pour transporter les biens pillés.

Dans les localités situées au Sud du territoire de Lubero, la présence de cinq cents (500) déplacés à Rushashi (près de Tongo), le harcèlement d'autres déplacés par des éléments du groupe Mayi-Mayi Nyatura à Kabizo et Kanaba, dus aux tensions interethniques entre les Nande et les Hutu, ainsi que la présence d'environ deux cents (200) éléments de l'Union Patriotique pour la Défense des Innocents (UPDI) dans la localité de Kataro (7 kilomètres au Sud-ouest de Luofu), constituent des préoccupations majeures quant à la situation sécuritaire dans cette partie de la province.

En effet, les accrochages entre les éléments de l'UPDI et ceux des Forces Démocratiques de Libération du Rwanda (FDLR), se sont poursuivis le 17 février 2016 près de la région de Mirangi, située à 35 kilomètres au Sud-ouest de Kanyabayonga, mettant ainsi sérieusement en danger la vie des populations civiles riveraines.

D'autre part, des rapports rendus le 18 février 2016, ont fait état de risques probables d'affrontements intercommunautaires, suite à une montée de tensions interethniques et de méfiance mutuelle entre les deux communautés, observées dans la région de Kibirizi, située à 23 kilomètres au Sud de Kanyabayonga.

Le 27 février 2016, des éléments supposés appartenir aux FDLR ont attaqué la localité de Kanune, située à 160 kilomètres au Sud-ouest de Lubero, et tué deux (02) individus.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lieutenant-colonel Amouzoun Codjo Martin, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org ; tél. +243 81 890 31 78 ; mobile +243 81 533 85 63

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org ; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

La Force de la MONUSCO, continue conformément à son mandat de neutralisation des groupes armés et de la protection des populations civiles, de surveiller étroitement la situation sécuritaire dans cette zone, et de soutenir toutes les activités militaires menées par l'armée congolaise, visant à mettre fin à tous ces incidents et à restaurer l'autorité de l'état dans cette région.

Dans le territoire de Rutshuru, des exactions perpétrées par des éléments des FDLR et ceux d'autres groupes armés contre les populations civiles, ainsi que des tensions interethniques entre les deux communautés, ont été rapportées.

Le 16 février 2016, un véhicule commercial en déplacement de Kibirizi (72 kilomètres au Nord-ouest de Rutshuru-centre) vers Butembo, est tombé dans une embuscade tendue par des éléments des FDLR, qui ont kidnappé plusieurs passagers et emmené ces derniers vers la jungle de Rwindi.

Le 22 février 2016, suite à l'incursion des éléments du groupe Mayi-Mayi, le déplacement d'au moins quarante-six (46) ménages, des localités de Kyahala et de Mirangi (11 et 12 kilomètres au Nord-ouest et au Nord de Nyanzale) vers celle de Kikuku (7 kilomètres au Nord-ouest de Nyanzale), a été rapporté.

Le 25 février 2016, des accrochages entre une coalition FDLR-Mayi-Mayi Nyatura et l'UPDI dans la localité de Mirangi, située à 26 kilomètres au Sud-ouest de Kanyabayonga, ont provoqué le déplacement des populations civiles vers les localités de Kikuku, Luso et Kanyabayonga.

Le 27 février 2016, des incidents intercommunautaires ont provoqué la mort de cinq individus dans la localité de Nyanzale, située à 40 kilomètres au Nord-ouest de Rutshuru-centre. Environs trente (30) maisons ont été incendiées.

Ces incidents ont provoqué le déplacement d'environ 80 % de populations civiles de cette localité, composées de Hutu, Nande et Hunde, vers le poste opérationnel de la Force de la MONUSCO déployé dans la région.

La situation sécuritaire autour de cette base onusienne est relativement calme, mais demeure très tendue.

La Force de la MONUSCO a renforcé sa présence dans la zone, et y mène régulièrement des patrouilles intensives, dans le but de dissuader toute tension interethnique, et d'assurer une protection efficace des populations civiles.

Dans le territoire de Walikale, des exactions perpétrées contre les populations civiles par des éléments appartenant au groupe Mayi-Mayi Cheka Nduma Défense du Congo (NDC), ont été rapportées pendant la période sous examen.

Le 25 février 2016, des éléments supposés appartenir au groupe Mayi-Mayi NDC-Cheka ont fait incursion dans la localité de Bunyampuli (39 kilomètres au Nord-est de Walikale-centre), et procédé à la collecte de taxes illégales.

Cet incident a provoqué le regroupement en vue de leur protection, d'environ trois cents (300) individus au sein de l'école située près du poste opérationnel de la Force de la MONUSCO, déployé dans la zone.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lieutenant-colonel Amouzoun Codjo Martin, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org ; tél. +243 81 890 31 78 ; mobile +243 81 533 85 63

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

Des troupes d'intervention rapide de la Force onusienne ont promptement été déployées sur les lieux de l'incident, et repoussé les insurgés vers la jungle.

Au chapitre des redditions dans la province, du 17 février 2016 à ce jour, quatorze (14) éléments en provenance des groupes armés, se sont rendus aux troupes de la Force onusienne déployées dans la province.

Il s'agit de : **Deux (02) du groupe Mayi-Mayi Nduma Défense du Congo faction "Rénové", deux (02) du groupe Mayi-Mayi du Front Populaire pour la Démocratie (FPD), un (01) des Forces Démocratiques de Libération du Rwanda (FDLR) et neuf (09) de divers groupes Mayi-Mayi**

Au Sud-Kivu, les Forces onusienne et congolaise poursuivent leurs efforts visant à la neutralisation de tous les groupes armés actifs, et à la sécurisation effective des populations civiles.

Le 17 février 2016, deux (02) éléments du groupe Mayi-Mayi Rahiya Mutomboki actifs dans la localité de Kakinda, située à 24 kilomètres au Sud-ouest de Walungu, ont été appréhendés par des troupes des FARDC.

Le 18 février 2016, dans le territoire de Shabunda, des troupes des FARDC ont tendu une embuscade aux éléments du groupe Mayi-Mayi Rahiya Mutomboki faction "Kazimoto" dans la localité de Ntuku, située à 8 kilomètres au Nord de Lulingu, dans le Sud du groupement Bamuguba, et tué deux (02) insurgés.

Le 19 février 2016, deux (02) éléments du groupe Mayi-Mayi Rahiya Mutomboki faction "Kikwama" ont été tués, au cours d'accrochages avec des troupes des FARDC dans la localité de Nyambembe, située à 115 kilomètres au Nord-est de Shabunda-centre.

Le 26 février 2016, des troupes des FARDC ont appréhendé trois (03) éléments supposés appartenir au Front National de Libération (FNL) dans la localité de Kaliba, située à 21 kilomètres au Sud de Sange.

Au chapitre des redditions dans cette province, le 16 février 2016, deux (02) éléments des Forces Démocratiques de Libération du Rwanda (FDLR), se sont rendus aux troupes de la Force de la MONUSCO basées à Minembwe.

Au Tanganyika, une accalmie relative a été observée pendant la période sous examen.

Enfin, la Force de la MONUSCO a mené **2333** patrouilles armées, dont **761** nocturnes, et fourni **169** escortes pendant la période sous examen.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lieutenant-colonel Amouzoun Codjo Martin, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org ; tél. +243 81 890 31 78 ; mobile +243 81 533 85 63

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org ; tél +243 997 06 88 04